

Ain – énergie

Les exploitants du gaz de schiste lorgnent sur le département

Malgré les dernières assurances de l'État, deux demandes de permis de prospection en plaine de l'Ain et dans le pays de Gex suscitent des inquiétudes. Demain matin, les opposants à ces projets se rassembleront à Blyes.

en Ardèche, depuis des mois, des associations se sont créées pour faire face à de possibles exploitations de gaz de schiste. La ministre de l'Écologie Nathalie Kosciusko-Morizet, interpellée sur le terrain, c'était montré rassurante, le mois dernier. Mais jusqu'alors, jamais le département de l'Ain n'avait été cité comme pouvant lui aussi être concerné par des exploitations de ce gaz qui font tant parler, que ce soit aux États-Unis ou en France, depuis la sortie du film « Gasland », dénonçant le désastre écologique que l'exploitation induit.

Pourtant, notre département intéresse les exploitants. Discrètement, un permis a été accordé à la société canadienne Realm basée à Vancouver.



Si le gouvernement vient d'annoncer une prochaine proposition de loi contre l'exploitation de ce gaz, le collectif « Stop gaz de schiste » reste vigilant et appelle donc à la mobilisation, demain, à Blyes / Photo PhotoPQR / Le Républicain Lorrain

La demande baptisée « Blyes », couvre une zone de près de 4 000 m² entre Lyon, la Haute-Savoie, Bourg et Chambéry. Et les Canadiens ne sont pas les seuls, puisque des concurrents américains de la société Schuepbach Energis visent, eux, un territoire aussi grand, allant d'Annecy à Lyon jusqu'à Gex. Un permis leur a été accordé en mars 2010 au journal officiel. Du coup, la réaction des « antis » ne s'est pas faite attendre. Demain, à l'appel du collectif « Stop gaz de schiste », qui rassemble en particulier des militants d'Europe Écologie-Les Verts ou de la Frapna (fédération Rhône-Alpes de protection de la nature), un rassemblement sera organisé symboliquement à Blyes.

Une première caravane composée de cyclistes s'élancera à 9 h 30 au départ du parking Intermarché de Meximieux pour rejoindre la commune des bords de l'Ain via Charnoz. Et tout le monde est appelé à se retrouver face à la mairie avant un pique-nique au bord de la rivière. « Ce ne sera pas vraiment une manifestation, mais plutôt un rassemblement pour informer les gens », explique Henri Bourgeois-Costa, le directeur de la Frapna. « Pas assez de gens savent, qu'en Rhône-Alpes, notre département serait le plus impacté après l'Ardèche. »

Pourtant le gouvernement vient d'annoncer une prochaine proposition de loi contre l'exploitation de ces gaz, mais les opposants veulent rester vigilants. « Même si c'est une bonne nouvelle et que ces exploitations semblent avoir du plomb dans l'aile, on ne connaît pas le contenu final de cette loi », rajoute le leader de la Frapna.

Olivier Leroy